

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°001/AONR/MINCOM/CIPM/2025 DU 30 SEPT 2025

RELATIF A LA REALISATION D'UNE ETUDE SECTORIELLE SUR LE MARCHE PUBLICITAIRE AU CAMEROUN

I. Objet

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement et de régulation du secteur de la publicité, le **Ministère de la Communication (MINCOM)** lance le présent Appel d'offres national restreint en procédure d'urgence en vue de qualifier un cabinet d'étude ou un groupement de consultants associés pour l'opération sus indiquée sur financement du Budget d'Investissement Public du MINEPAT de l'exercice 2025-2026.

II. Consistance de la prestation1- Objectifs généraux

L'étude commandée par le Ministère de la Communication vise à doter l'autorité de régulation du marché publicitaire d'un outil d'aide à la prise de décisions opératoires constitué de données fiables et pertinentes, permettant de :

- dégager le poids économique du marché publicitaire et son incidence sur l'environnement des entreprises et la structure du financement des médias nationaux ;
- envisager les modalités d'une rationalisation du financement de la presse par la publicité.

2- Objectifs spécifiques

De façon spécifique, cette étude vise à mettre à disposition des informations relatives aux points ci-dessous définis :

1. L'identification et la cartographie des entreprises (régies publicitaires, agences conseil, courtiers en publicité) intervenant dans le secteur de la publicité ;
2. Le montant des investissements publicitaires effectués par les annonceurs (y compris l'Etat, les autres collectivités publiques et les entreprises du secteur public et parapublic) ;
3. la répartition de ces investissements entre le marché local et les marchés extérieurs, d'une part, les différents médias et supports publicitaires d'autre part ;
4. la proposition de pistes pour une rationalisation du financement de la presse par la publicité locale.

III. DELAI D'EXECUTION

L'adjudicataire dispose de trois (03) mois

IV. COUT DU PROJET ET FINANCEMENT

Le coût total du projet est de FCFA Toutes Taxes Comprises (TTC) quarante-cinq millions (45 000 000).

V. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Les prestations, objet du présent appel d'offres, sont organisées en un (01) lot unique.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

VI. PARTICIPATION ET ORIGINE

Le présent Appel d'Offres est restreint à la liste des candidats préqualifiés ci-après :

N°	Noms des entreprises (ou groupement d'entreprises) pré-qualifiés	Adresses
1.	POLYGONE SARL	BP : 33 872 Yaoundé
2.	Groupement DAREDAB-FISCAGEST	BP : 478 Yaoundé
3.	KNOWLEDGE CONSULTING	BP : 1884 Yaoundé

VII. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) pour l'exercice 2025 -2026 sur l'imputation 94 195 06 110000 361319.

VIII. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **la soumission en ligne**.

IX. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, acquittée à la main délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO et dont le montant s'élève à **neuf cent mille (900 000) Francs CFA** valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. **Cette caution doit être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC).** L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, timbrée et assortie du récépissé délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre. De plus, une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Enfin, la caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

X. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics au Ministère de la Communication.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

XI. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être retirée dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics au Ministère de la Communication, sur présentation de l'original d'une quittance de **cinquante-cinq mille (55 000) francs CFA** non remboursable, payable uniquement au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

XII. Remise des offres

a. Mode de soumission en ligne

Les offres sont établies en français ou en anglais.

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard **le 21 Octobre 2025 à 11 heures.**

Dans le même délai que ci-dessus, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC. Le pli devra être déposé sur décharge et portera la mention :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE
N°001/AONR/MINCOM/CIPM/2025 DU 10 SEP 2025
POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE SECTORIELLE SUR LE MARCHE PUBLICITAIRE AU CAMEROUN.
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

1. Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

XIII. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission en ligne ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. En plus, la caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

XIV. Ouverture des offres

Elle se fera en deux temps ainsi qu'il suit :

- L'ouverture des dossiers administratifs et des offres techniques aura lieu **le 21 octobre 2025** à partir de **12 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés, siégeant dans la salle de conférences, 1er étage de l'immeuble abritant les services centraux du Ministère de la Communication à Yaoundé ;
- A l'issue de l'analyse des dossiers administratifs et des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera réalisée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant eu la capacité juridique requise et ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 75 points sur 100.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix ayant une parfaite connaissance de leur offre.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée

XV. Critères d'évaluation

1 – Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires ci-après sont valables autant pour l'évaluation du dossier administratif que pour l'évaluation des offres techniques et financières.

Il s'agit :

- a) de l'absence de la version physique du cautionnement de soumission, timbrée et accompagnée du récépissé de la CDEC, à l'ouverture des plis ;
- b) de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- c) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- d) de la présence dans l'offre technique des informations relatives à la proposition financière ;
- e) du non-respect du profil du Chef de Mission (avoir une note inférieure à 6/7,5 pour le chef de mission) ;
- f) de l'obtention d'une note technique inférieure à 75 points sur 100 ;
- g) de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés au cours des trois dernières années ;
- h) du non-respect du format de fichier des offres ;
- i) de l'absence de la copie de sauvegarde ;
- j) de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- k) de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU et le DQE) ;
- l) de l'absence des preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- m) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- n) de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée

2- Les critères essentiels

N°	CRITERE	NOTE (en points)
1	Capacité et solvabilité financière	/5
2	Références du Bureau d'Etudes	/21
3	Compréhension des Termes de Références	/5
4	Méthodologie et planning d'exécution de la mission	/17
5	Expérience et qualification du personnel clé affecté à la mission	/44
6	Matériels et équipements	/5
7	Présentation générale de l'offre	/3

XVI. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont la note finale est celle la plus élevée.

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

La note finale **N** sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$N = \frac{80 \times \text{Note technique (Nt)} + 20 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (**Nf**) est obtenue de la façon suivante :

Soit **Fm** le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule : $Nf = (100 \times Fm)/F$.

Fm = le montant de la proposition la moins disante ;

F = le montant de la proposition considérée.

Le soumissionnaire ayant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché par le Maître d'Ouvrage.

XVII. Nombre maximum de lots

Les prestations, objet du présent appel d'offres, sont organisées en un (01) lot unique. Ainsi, tout candidat ne pourra soumissionner que pour ce seul lot.

XVIII. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs Offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

XIX. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics au Ministère de la Communication, Tél : 222231351. ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

XX. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le MO/MOD au numéro 222231351.

Ampliation:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM/MINCOM ;
- Affichage/Chronos.

Yaoundé, le 30 SEPT. 2025
Le Ministre de la Communication



Emmanuel Jadi

**RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N°001/AONR/MINCOM/CIPM/2025 OF 10 SEP 2025
TO CONDUCT A SECTOR-BASED STUDY ON THE ADVERTISING MARKET IN CAMEROON**

I. Purpose

As part of the implementation of its policy for the development and regulation of the advertising sector, the Ministry of Communication (MINCOM) is launching this Restricted National Invitation to Tender with a view to selecting a research firm or a consortium of associated consultants for the above-mentioned operation, to be financed by the MINEPAT Public Investment Budget for the 2025-2026 financial year.

II. Scope of the Service**General objectives**

1. The study commissioned by the Ministry of Communication aims to provide the advertising market regulatory authority with a tool to aid operational decision-making, consisting of reliable and relevant data, enabling it to:
 - Identify the economic weight of the advertising market and its impact on the business environment and the financing structure of national media ;
 - Examine ways of streamlining the financing of the press through advertising.

Specific objectives

More specifically, this study aims to provide information on the following points:

1. Identification and mapping of companies (advertising agencies, consulting agencies, advertising brokers) operating in the advertising sector;
2. The amount of advertising expenditure by advertisers (including the State, other public authorities and public and semi-public sector companies);
3. The distribution of these investments between the local market and external markets on the one hand, and the various media and advertising platforms on the other;
4. Proposals for ways to streamline press funding, particularly through local advertising.

III. EXECUTION TIME

The successful bidder shall have Three (03) months

IV. PROJECT COST AND FINANCING

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **Forty-five million (45.000.000) CFA francs**

V. LOTS/ALLOTMENT

The services, subject of this invitation to tender, are organised into one (01) single lot.

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this Invitation to Tender.

VI. PARTICIPATION AND ORIGIN

This Invitation to Tender is restricted to the list of pre-qualified candidates below:

N°	Name of pre-qualified companies (or group of companies)	Adresses
1.	POLYgone SARL	P.O BOX : 33 872 Yaoundé
2.	DAREDAB LIMITLESS	P.O BOX : 478 Yaoundé
3.	KNOWLEDGE CONSULTING	P.O BOX: 1884 Yaoundé

VII. Financing

The services subject to this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT) for the 2025-2026 financial year, under budget head N°: 94 195 06 110000 361319.

VIII. Submission mode

The bidding method retained for this consultation is **online**.

IX. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a stamped, manually-paid bid bond issued by a financial body or institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Minister of Finance, the list of which is found in document N°13 of the Tender File. The amount of the bond is **nine hundred thousand (900,000) CFA francs**, valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids. **The bond must be stamped and accompanied**

by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund. Failure to produce a bid bond issued by a first-class banking institution or financial body, authorised to issue public contract bonds, by the Ministry of Finance, stamped and accompanied by the deposit receipt issued by CDEC shall result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but not related to the consultation concerned shall be considered absent. Finally, no bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be admissible.

X. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file shall be obtained from the Department of General Affairs / Sub Department of Budget, Equipment and Maintenance / Public Contracts Service at the Ministry of Communication.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

XI. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file shall be obtained from the Department of General Affairs / Sub Department of Budget, Equipment and Maintenance / Public Contracts Service at the Ministry of Communication, upon payment of a non-refundable sum of fifty-five thousand (55,000) CFA francs, payable at the Public Treasury.

The electronic version of the file can also be downloaded free of charge at the COLEPS platform from the addresses indicated above. However, the electronic submission shall be subject to the payment of the purchase cost of the Tender File.

XII. Submission of bids

a. Online submission

Bids shall be drafted in French or in English and shall be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **21st October, 2025 at 11a.m.**

A back-up copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded within the same time limit in a sealed envelope clearly and legibly indicated: 'Back-up copy', as well as the the original copy of the bid bond, the receipt issued by CEDEC, sealed indicating:

30 SEPT 2025

NATIONAL RESTRICTED INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N°001/AONR/MINCOM/CIPM/2025 OF
TO CONDUCT A SECTORAL STUDY ON THE ADVERTISING MARKET IN CAMEROON.
'To be opened only during the opening session'

1. File size and format

The maximum sizes of the documents that shall be transited on the COLEPS platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to reduce the size of files to be transmitted.

XIII. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be inserted in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following shall be considered inadmissible by the Project Owner:

- envelopes bearing the details of the bidder's identity;
- submissions received after the various submission deadlines ;
- envelopes that do not comply with the online submission method;
- envelopes without any indication of the identity of the Invitation to Tender.

In accordance with the provisions of these Tender Documents, any incomplete bid shall be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond that is not stamped, is not accompanied by the CDEC receipt, or is unrelated to the consultation in question shall be considered invalid. In addition, the bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

XIV. Opening of Bids

Tenders shall be opened in two stages, as follows:

- The opening of administrative files and technical bids will take place on **21st October 2025**, starting at **12 noon** local time, by the Internal Procurement Commission, meeting in the conference room on the first floor of the building housing the central services of the Ministry of Communication in Yaoundé;
- Following the analysis of administrative files and technical bids, financial bids will be opened under the same conditions at a later date, which will be communicated to bidders who have the required legal capacity and have obtained a technical score of 75 points or more out of 100.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice who has full knowledge of their bid.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original or in certified true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of this Invitation to Tender. The documents shall be less than three (3) months old or must have been issued after the date of signature of this Call for Tender.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

XV. Assessment criteria

1 – Eliminary criteria

The following eliminatory criteria apply to both the evaluation of administrative files and the evaluation of technical and financial bids.

These include:

- a) the absence of the physical version of the bid bond, stamped and accompanied by the CDEC receipt, at the opening of the bids;
- b) failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, any document in the administrative file that is deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond);
- c) false statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- d) the inclusion of information relating to the financial proposal in the technical bid;
- e) failure to meet the requirements for the position of Head of Mission (scoring less than 6/7,5 for the position of Head of Mission)
- f) obtaining a technical score below 75 points out of 100;
- g) the absence of a sworn statement confirming that no contracts have been abandoned in the last three years;
- h) failure to comply with the file format for bids;
- i) the absence of a backup copy;
- j) the absence of a quantified unit price in the financial bid;
- k) the absence of an element of the financial offer (the bid, the Unit price schedules, and the Bill of quantities);
- l) the absence of evidence of acceptance of the terms of the contract;
- m) the absence of a dated and signed integrity charter;
- n) the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses

2- Essential Criteria

N°	CRITERIA	SCORE (in points)
1	Financial capacity and solvency	/5
2	References from the Engineering Office	/21
3	Understanding of the Terms of Reference	/5
4	Methodology and schedule for carrying executing the contract	/17
5	Experience and qualifications of key personnel assigned to the mission	/44
6	Materials and equipment	/5
7	General presentation of the bid	/3

XVI. Award of the Contract

The Contracting Authority shall award the Contract to the bidder whose bid has been found to comply with all material respects with the Tender Documents and who has the technical and financial capacity to perform the Contract satisfactorily and whose final score is the highest.

The consultant shall be selected using the quality-cost selection method, in accordance with the procedures described in these Tender Documents.

The final score **N** will be calculated by weighting the technical and financial scores according to the following formula:

$$N = \frac{80 \times \text{Technical score (TS)} + 20 \times \text{Financial score (FS)}}{100}$$

The financial score (FS) is obtained as follows:

Let **Fm** be the amount of the lowest bid; its financial score will be set at 100 points. The scores of the other bidders calculated on the basis of the financial score of the lowest bid will be obtained using the following formula: **NF** = (100 x Fm)/F.

Fm = amount of the lowest bid;

F = amount of the considered bid.

The bidder with the highest final score will be declared the successful bidder by the Project Owner.

XVII. Maximum number of lots

The services covered by this Invitation to tender are organized into a single (01) lot. Therefore, candidates may only bid for this single lot.

XVIII. Period of validity of bids

Bidders shall remain bound by their bids for ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

XIX. Additional information

Further information can be obtained from the Department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment, and Maintenance/Public Procurement Service at the Ministry of Communication, Phone: 222231351. or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

XX. Fight against corruption and malpractice

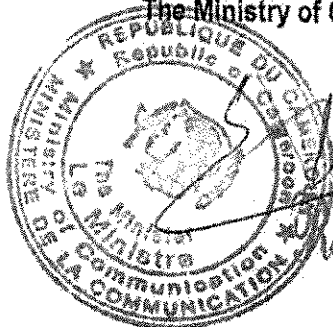
To report any practices, acts, or deeds of corruption, please call CONAC at 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) at the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the MO/MOD at 222231351.

Yaoundé, 30 SEPT 2025

The Ministry of Communication

Copies to:

- MINMAP;
- ARMP;
- President GIPM/MINCOM;
- Posting/file.



René Emmanuel Jadi